

L'Adresse—M. Berger

Je voudrais plus particulièrement solliciter l'opinion de la présidence au sujet de la question posée par le député de Laurier (M. Berger). Il a soulevé une question sur un sujet dont il n'a été aucunement question ni dans le discours du trône ni dans l'intervention du député de York-Sunbury. Quand un député fait un discours à la Chambre, je ne crois pas qu'on puisse l'interroger sur n'importe quel sujet. Je crois comprendre que toute question doit se limiter aux sujets abordés dans le discours du trône ou dans le discours du député. Je vous demande votre opinion car maintenant que la Chambre obéit à de nouvelles règles, je trouve important que tous les députés sachent à quoi s'en tenir.

● (1730)

M. le vice-président: Je dirai, en réponse au député de Crowfoot (M. Malone), qu'une question posée durant une période de questions et observations devrait à mon avis avoir trait à ce qu'a dit le député dans son intervention.

M. Malone: Merci beaucoup.

M. le vice-président: Reprenons le débat.

M. David Berger (Laurier): Monsieur le Président, alors que je préparais mes observations pour ce débat, j'ai cherché quelque chose d'inspirant à dire pour commencer, étant donné le nouvel esprit qui règne à la Chambre...

M. Allmand: Un autre discours du trône.

M. Berger: C'est exactement ce que j'allais dire. Le député de Notre-Dame-de-Grâce—Lachine-Est (M. Allmand) m'a fait rater mon effet. Je n'ai pas lu le discours du trône, mais je veux également que vous sachiez, monsieur le Président, que je n'ai pas lu le livre de Keith Davey non plus. J'ai préféré me replonger dans un livre que j'avais lu il y a un certain nombre d'années. Il s'agit d'une autobiographie d'un ancien juge de la Cour suprême des États-Unis, William O. Douglas. Le juge Douglas a grandi dans l'État de Washington, dans une région plutôt éloignée. Son père était un pasteur, si je comprends bien, et il se rendait dans les localités isolées pour assurer les offices du dimanche matin. La première fois qu'il s'est rendu dans une petite localité du nom de Dot, qui, dirai-je, en anglais portait bien son nom, car il n'y avait pratiquement aucun habitant, ce qui est encore le cas, semble-t-il, à l'heure actuelle, il n'y avait qu'une personne dans l'église. Il a attendu un moment, puis il a commencé l'office avec un hymne et une prière. Il a ensuite déclaré au seul paroissien présent: «Qu'en pensez-vous? Dois-je poursuivre ou dois-je attendre une semaine jusqu'à ce que la nouvelle de mon arrivée soit connue»? Le paroissien lui a répondu alors: «Eh bien, révérend Douglas, je ne suis qu'un cow-boy, et non un pasteur, mais si j'avais 40 chevaux à nourrir et un tas de foin, et que je ne pouvais trouver qu'un cheval, je ne crois pas que je le laisserais sans manger». Le révérend Douglas a alors entrepris un sermon qui a duré plus d'une heure.

Des voix: Oh, oh!

M. Berger: Je vois que certains députés sont d'accord. Après avoir terminé son discours, en sortant, le révérend a demandé au cow-boy si le sermon lui avait plu et ce dernier lui a répondu: «Eh bien, révérend Douglas; je ne suis qu'un simple cow-boy, mais si j'avais 40 chevaux et tas de foin et que je ne trouvais qu'un seul cheval, je ne lui aurais pas donné tout le tas

à manger». Eh bien, monsieur le Président, on nous a donné tout le tas, pour ainsi dire, dans le discours du trône la semaine dernière.

A mon avis, le défi que le Canada et l'économie canadienne doivent relever a toujours été d'accroître la fabrication ou la transformation des biens au Canada, de créer des emplois au Canada et de réduire les exportations de matières premières non transformées. Il y a un siècle de cela, les Canadiens s'employaient déjà à diversifier l'économie nationale. Nous avons à relever le même défi aujourd'hui. Le secteur de l'exploitation des ressources faiblit et l'on tend inévitablement à délaisser les ressources naturelles. Il existe nombre de raisons à cela. En premier lieu, les pays en voie de développement ont augmenté les réserves de matières premières comme le charbon, la pâte à papier, le cuivre, le nickel et le minerai de fer. En deuxième lieu, ce nouvel approvisionnement en ressources provenant des pays en voie de développement a coïncidé avec le ralentissement de la croissance générale. En troisième lieu, il faut compter avec la concurrence accrue des nouveaux matériaux industriels. Les fibres optiques remplacent le cuivre. Les plastiques et les métaux légers comme l'aluminium remplacent l'acier. Tout le monde sait que l'on se sert maintenant de graphite pour fabriquer des raquettes de tennis. La Commission Macdonald a publié des données selon lesquelles de 1964 à 1984, les exportations canadiennes de denrées alimentaires, surtout de blé, de matières premières brutes et de produits manufacturés sont passées de 84 à 56 p. 100 du total des exportations canadiennes.

Dernièrement, le président du département des sciences alimentaires d'une université dans l'ouest du Canada m'a demandé si d'ici à l'an 2 000 le Canada exporterait encore du blé. Il a lui-même répondu à sa question en disant qu'il en doutait. Je prie les députés de se reporter à un article qui a paru dans le *Globe and Mail* du 20 septembre où l'on pose la question plutôt déconcertante qui suit: «Le Canada devrait-il renoncer à l'agriculture?» Je ne viens pas de l'Ouest, mais nous avons un vaste secteur agricole au Québec. Je viens d'une région urbaine, mais je suis sûr que les députés de circonscriptions rurales admettraient que la question est bouleversante, et qu'elle donne à penser. L'article commence ainsi:

Le Canada tire fierté d'être le grenier du monde, mais la réalité est tout autre.

Les agriculteurs canadiens, quand on les compare à leurs collègues internationaux, se placent loin derrière eux. La France cultive plus de blé que le Canada, et la valeur des produits agricoles des deux États de la Californie et de l'Iowa est supérieure à celle du Canada entier. Même la Chine et l'Inde, où presque tout le travail se fait à la main ou avec des instruments de l'âge de fer, surpassent le Canada pour la culture du blé.

Je n'ai pas besoin de rappeler aux députés que le gouvernement a offert presque 50 millions aux agriculteurs le mois dernier pour les retirer de la production. Tous ceux qui se sont tenus au courant des pourparlers sur le commerce, même si ces entretiens se tiennent à huis clos, doivent reconnaître que la conclusion qui s'en dégage jusqu'ici est qu'il sera beaucoup plus difficile d'exporter nos ressources nationales et nos produits agricoles. Le différend concernant l'exportation des bardeaux de cèdre nous apprend que les États-Unis veulent que nous réduisions nos exportations des produits du bois, par des restrictions volontaires ou la majoration des droits d'abattage ou autres. La seule solution pour le Canada, le seul moyen de conserver le niveau de vie élevé auquel nous sommes habitués,